

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 18/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANITERIE PETITJEAN

carrière de Senones

Références : S-25-668RP

Code AIOT : 0006206412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 de la carrière de Senones (88210). L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANITERIE PETITJEAN
- Les Payottes-Les Grandes Royes- Au Reing du Moulard-Au Moulard 88210 Senones
- Code AIOT : 0006206412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

La société GRANITERIE PETITJEAN est autorisée par arrêté préfectoral n° 3069/2004 du 09 décembre 2004 modifié à exploiter une carrière et une installation de traitement sur les communes de SENONES et de MENIL DE SENONES.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est :

- l'arrêté préfectoral n° 3069/2004 du 09 décembre 2004 autorisant l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement ;

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2347/2015 du 07 décembre 2015 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière ;
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration des émissions polluantes (GEREP).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Secteur Aulnaie-Frénaie	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.1.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Protection Batracien	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.1.6	Demande d'action corrective	3 mois
13	Rejet des eaux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.3	Demande d'action corrective	6 mois
17	Plan de déchet	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 2	Sans objet
2	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7 et 4.V	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.4.1	Sans objet
4	Phasage	AP Complémentaire du 07/12/2015, article 1.1.7	Sans objet
5	Cote d'extraction	AP Complémentaire du 07/12/2015, article 1.1.8	Sans objet
6	Garanties financières – acte	AP Complémentaire du 07/12/2015, article 2.1.2	Sans objet
7	Garanties financières – évolution	AP Complémentaire du 07/12/2015, article 2.1.5	Sans objet
10	Protection et franchissement des ruisselets	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.2.4	Sans objet
11	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Rejet des eaux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.3	Sans objet
14	Rejet des eaux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.3	Sans objet
15	Poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.4	Sans objet
16	Incendie	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle fait l'objet de demande d'action corrective et de justificatif au regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation et de l'arrêté préfectoral complémentaire sus mentionnés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 2				
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux				
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale est limitée à 55 000 tonnes.				
Constats : L'exploitant a déclaré les productions suivantes pour ces 4 dernières années :				
Année	2021	2022	2023	2024
Production (en tonnes)	37 000	34 000	38 000	31393
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7 et 4.V
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : <u>Article 7</u> : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. <u>Article 4 V.</u> : L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III (superficie exploitée, remise en état, la production, les résultats des mesures de bruit, vibration, des émissions de poussières, ...).
Constats : La déclaration GERE a été réalisée le 20 mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.4.1
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière sera établi. Sur ce plan seront reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords des fouilles ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• la position des ouvrages visés à l'article 5.3.2. ci-dessus. Ce plan sera établi pour la date de déclaration de début de travaux visée à l'article 4 et mis à jour au moins une fois par an. Le plan ainsi mis à jour sera transmis chaque année à l'inspecteur des installations classées.
Constats : Le plan d'exploitation a été transmis à l'inspection le jour de la visite. Le plan date du 13 mai 2025 et comporte l'ensemble des éléments sollicités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Phasage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2015, article 1.1.7
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation reporté sur le(s) plan(s) en annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet des Vosges.
Constats : Au niveau de la zone Nord, l'exploitation est en phase 3 et respecte le phasage. Au niveau de la zone Sud, l'exploitation est en retard, l'exploitation aurait dû commencer en 2023. Cette année, l'exploitant a réalisé la piste d'accès et le défrichement de la zone. Concernant le montant des garanties financières par rapport au phasage acté dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, le montant est surévalué puisque le montant tient compte d'une extraction dans la zone Sud qui n'a pas encore débuté sur le terrain. L'extraction de la zone Sud va bientôt débuter ; il n'est donc pas nécessaire d'actualiser les calculs des montants des garanties financières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cote d'extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2015, article 1.1.8
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes : L'extraction de matériaux est réalisée à l'aide d'un fil diamanté. Les explosifs sont utilisés pour la découpe des blocs. Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 10 mètres. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous : <ul style="list-style-type: none">• du niveau + 385 mNGF dans le secteur Nord ;• du niveau + 382 mNGF pour les bassins de décantation présent dans le secteur Nord. du niveau + 430 mNGF dans le secteur Sud. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale : <ul style="list-style-type: none">• à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas ;• à 5 mètres en fin d'exploitation. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitation est actuellement dans la zone Nord. Il n'y a eu aucune extraction au droit de la zone Sud.</p> <p>Au niveau de la zone Nord, le point le plus bas est à 391 m NGF</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Garanties financières – acte

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2015, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant de l'acte de cautionnement est fixé à 280 259 € (TP01 (base 10) d'avril 2015 = 103,6) pour la phase 3.</p>
<p>Constats :</p> <p>La préfecture dispose de l'original de l'acte de cautionnement et le service de l'inspection dispose de la copie.</p> <p>L'acte de cautionnement actualisé est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière et est valide jusqu'en décembre 2028.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Garanties financières – évolution

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2015, article 2.1.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières sur une période au plus égale à 5 ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieur à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les 6 mois qui suivent ces variations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Indice TP01 d'actualisation : sept 2023 = 130,8</p> <p>Indice TP01 dernier paru le jour de l'inspection : mars 2025 = 131,7</p> <p>Depuis la date l'actualisation de l'acte de cautionnement, l'évolution de l'indice TP01 est inférieure à 15 %.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Secteur Aulnaie-Frênaie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.1.3
Thème(s) : Autre, Protection faune – flore
Prescription contrôlée : <p>Le secteur Aulnaie-Frênaie, sur lequel aucune extraction ne sera menée et aucune piste ne sera implantée, fera également l'objet d'un bornage avant défrichement des zones qui lui sont contiguës.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas su localiser la zone d'Aulnaie-Frênaie.</p> <p>D'après le plan d'exploitation et le plan figurant dans le dossier d'autorisation (joint en annexe), la zone ne paraît pas touchée par la carrière et la création de la piste reliant les secteurs Nord et Sud.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant d'identifier et de localiser les secteurs de Aulnaie-Frênaie présent dans le périmètre d'autorisation et de mettre en place un bornage pour éviter toute destruction de la zone.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Protection Batracien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.1.6
Thème(s) : Autre, Protection faune – flore
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de prendre l'attache d'une structure qualifiée en matière de protection des batraciens pour compenser les impacts des extractions sur les espèces présentes sur le site, voire à en développer le potentiel d'accueil.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas pris l'attache d'une structure qualifiée en matière de protection des batraciens.</p> <p>Il est à noter que les zones de reproduction sont localisées sur la carte ci-jointe, hors zone d'extraction. Dans ces conditions, le service de l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives mais demande à l'exploitant de prendre l'attache d'une structure sous un délai de 3 mois.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé, sous un délai de 3 mois, à l'exploitant de prendre l'attache d'une structure qualifiée en matière de protection des batraciens pour compenser les impacts des extractions sur les espèces présentes sur le site, voire à en développer le potentiel d'accueil et d'informer l'inspection des actions entreprises.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Protection et franchissement des ruisselets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.2.4
Thème(s) : Autre, Protection faune – flore
Prescription contrôlée : Aucune extraction ne sera menée dans une bande de 10 mètres le long des ruisselets existants dans le périmètre d'autorisation. Le franchissement de chacun de ceux-ci pour relier les deux zones exploitables se fera sur des buses de diamètre 120 (cm) sur une largeur de 8 mètres.
Constats : Dans le cadre de la création de la piste reliant les deux zones d'extraction, l'exploitant a mis en place deux buses pour franchir les deux ruisselets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Les bords des excavations de la carrière seront tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas sera arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prendra en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : D'après le plan d'exploitation transmis le jour de l'inspection, le bord des excavations est à plus de 10 m des limites de propriétés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rejet des eaux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollutions des eaux et des sols
Prescription contrôlée : Le rejet des eaux de refroidissement du fil de découpe du granit dans le milieu naturel est interdit. Ces eaux transiteront en circuit fermé à travers deux bassins de décantation dont les emplacements sur le site pourront être évolutifs.
Constats : L'exploitant utilise un petit filet d'eau pour refroidir le fil diamanté. Il n'y a pratiquement pas de rejet des eaux. Ces eaux ruissellent au niveau du front de taille et comme les eaux pluviales de ruissellement sont collectées dans des bassins de décantation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rejet des eaux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions des eaux et des sols
Prescription contrôlée : Le rejet des eaux dans le milieu naturel (eaux pluviales, eaux de nettoyage) se fera suivant les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• PH compris entre 5,5 et 8,5 ;• Température < 30°C ;• MES totaux < 35mg/l ;• DCO<125 mg/l ;• Hydrocarbures <10 mg/l.
Constats : L'exploitant n'a pas effectué de mesure récente de ces rejets des eaux dans le milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser une mesure de ces rejets dans le milieu naturel sous un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Rejet des eaux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions des eaux et des sols
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement recueillies sur la partie active de la carrière dans des fossés périphériques aménagés à cet effet seront dirigées vers deux bassins de décantation parcelles 97 et 67 pour le versant de SENONES et parcelle 64 pour le versant du MENIL DE SENONES.
Constats : L'ensemble des eaux de ruissellement est recueilli dans plusieurs bassins de décantation disposés en cascade afin d'augmenter le temps de décantation. L'exploitant utilise également un flocculant : AQUAPOLYM 5130 EP pour améliorer la décantation. D'après la Fiche de Données Sécurité (date de révision du 08/11/2024), ce produit ne présente pas de phrases de risques ni de danger.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter les émissions et la propagations des poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux seront aussi complets et efficaces que possible.
Constats : Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté d'émission de poussières dans l'environnement au droit de la carrière. Le site est relativement humide et les engins de forage aspirent les poussières à la source.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie et moyen d'extinction
Prescription contrôlée : Les engins seront pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'extincteurs répartis au sein de la carrière (au niveau des engins de forage, de la base de vie...). La dernière vérification des extincteurs a été réalisée en février 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Plan de déchet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques accidentels, déchet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation « , et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux ». Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;• le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;

- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets.

L'inspection ne l'a pas retrouvé dans ses archives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan de gestion des déchets de la carrières sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 5.5.7
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Prescription contrôlée : L'exploitation sera menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté des émissions sonores importantes provenant des opérations de pétardage. Le pétardage est utilisé pour la découpe des blocs. L'exploitant a investi dans du matériel hydraulique (coins hydraulique) pour effectuer la découpe des blocs et limiter le pétardage. La méthode des coins hydrauliques ne permet pas le découpage des gros blocs. La découpe hydraulique n'est pas émettrice de nuisances sonores dans l'environnement et permet de limiter les risques liés aux conditions de travail du personnel contrairement au pétardage. Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de nombreux blocs pouvant être découpés à l'hydraulique plutôt qu'avec les explosifs générateurs d'émissions sonores importantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réduire au strict minimum les opérations de pétardage afin de réduire les émissions sonores de la carrière et d'informer l'inspection des mesures prises pour satisfaire à cette demande.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois